

Pour la défense des libertés publiques
Retrait du projet de « sécurité globale »
Retrait des décrets sur le fichage des militant-es

Le projet de loi sécurité globale menace nos libertés : interdiction de filmer les violences policières, utilisation de drones, contrôles... Le nouveau schéma de maintien de l'ordre marque aussi le tournant autoritaire de ce gouvernement, renforcé par les décrets sur le fichage des militant-es et de leurs appartenances syndicales, leurs opinions politiques, religieuses, philosophiques et même leur mode de vie. C'est un véritable glissement liberticide vers une société de la surveillance et du contrôle de plus en plus autoritaire de la population.

Tout au long du mois de décembre, dans toute la France des centaines de milliers de citoyennes et de citoyens ont manifesté pour le retrait pur et simple de ce projet liberticide. A Clermont-Fd, à l'appel de vingt cinq organisations syndicales, associatives, environnementales, politiques nous étions 3 000 à manifester le 5 décembre. Malgré ces mobilisations, la proposition de loi dite « sécurité globale », votée par l'assemblée nationale, poursuit son cheminement parlementaire au sénat. Le président de la République et le gouvernement n'ont répondu à aucune demande formulée par les organisations qui s'inscrivent contre ce projet pour défendre les libertés publiques.

Ce gouvernement utilise la crise pour accélérer ses projets de démantèlements mais profite aussi lâchement de cette période pour entraver toute contestation de sa politique. Les gouvernements qui cassent les acquis sociaux et démocratiques (services publics, conventions collectives, Code du travail...) multiplient tous les entraves à la contestation que leurs décisions provoquent. Et lorsque tous ces libéraux voient dans cette pandémie et le confinement qu'elle oblige, l'opportunité d'accélérer la casse libérale de toutes les positions acquises par des décennies de luttes, ils accélèrent également les restrictions dans le domaine des libertés. C'est dans cette logique qu'intervient la loi de « sécurité globale » qui s'ajoute à plus de trente lois répressives et de surveillance en 25 ans.

Une fois de plus, une législation présentée comme antiterroriste viendrait introduire une nouvelle faille dans le droit commun susceptible de se retourner contre d'autres cibles. La priorité du gouvernement n'est pas de résoudre le problème du lien entre la police et le citoyen, mais de s'attaquer à la diffusion d'images de policiers, en condamnant journalistes et manifestant-es. La vérité de ce projet de loi c'est : *« cachez ces violences policières que je ne saurais voir »*. Cet autoritarisme d'état se manifeste dans tous les conflits sociaux. La criminalisation du mouvement social et du syndicalisme s'accroît. Chaque semaine qui passe est l'occasion de défendre des militant-es et des syndicalistes traduits devant des tribunaux pour simple exercice de leurs mandats. C'est inacceptable et nous ne l'accepterons pas. Les patrons privés ou publics sont à bonne école et répriment avec zèle.

Syndicaliste, militante féministe, militant des droits de l'Homme, militante écologiste, militant politique, journalistes ou soutien aux sans-papiers, nous pouvons toutes et tous être victimes de la répression ou de la violence policière. Nous devons ensemble arracher le retrait de ce projet sécuritaire qui laisse même l'extrême droite muette.

Retrait pur et simple du projet de loi de « sécurité globale »

Retrait des décrets sur le fichage

Arrêt des poursuites contre les militant-es syndicalistes, associatif-ves et du mouvement social

Rassemblement/conférence de presse samedi 16 janvier 11h devant la préfecture

Manifestation

Samedi 30 janvier 15H Place de Jaude à Clermont-Fd

Premiers signataires : AFPS, ATTAC, Club de la presse Auvergne, FSU63, Libre Pensée, Ligue des Droits de l'Homme, RESF, SOLIDAIRES, Syndicat des Avocats de France, Temps des cerises, UNEF

Avec le soutien de : La France Insoumise, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti de Gauche